



AGIR POUR UNE INFORMATION VÉRIFIABLE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022

SOMMAIRE

Les tendances 2022	p. 3
Les temps forts de l'année	p. 5
Géographie des interventions Quelques chiffres clés	p. 7
Principaux projets menés en 2022	p. 8
Qarib	p. 9
MédiaSahel	p. 11
Intajat Jadida	p. 13
Afri'Kibaaru	p. 15
Expressions Balkaniques	p. 17
Connexions Citoyennes 2	p. 18
Sada	p. 20
Désinfox	p. 21
Yak Vdoma	p. 23
Talk Paix	p. 25
D-Jil	p. 27
Terra Africa	p. 29
PAMT2	p. 30
Aperçu 2023	p. 32
Bilan financier	p. 33

LES TENDANCES 2022

Après une année 2021 encore fortement marquée par le COVID, 2022 est apparue aux yeux de toutes les collaboratrices et de tous les collaborateurs de CFI comme un nouveau départ et une occasion de lancer des projets inédits.

La seule rédaction africaine à couvrir le Sommet UA-UE

Le premier, financé sur fonds propres, a consisté dans le montage d'une rédaction éphémère panafricaine à l'occasion du Sommet Union Européenne – Union Africaine organisée par la Présidence française les 17 et 18 février 2022 à Bruxelles. 110 publications ont été ainsi diffusées en quatre langues (français, arabe, anglais et portugais) par 17 journalistes originaires de 14 pays africains et largement reprises sur les réseaux sociaux et par les journaux du continent, qui les ont appréciées pour ce qu'elles étaient : un travail journalistique professionnel de qualité et adapté au lectorat africain et arabe.

Une résidence pour les journalistes ukrainien·nes

Le second projet, entièrement financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a été mis en place en Roumanie conjointement avec France Médias Monde. Il s'agit d'un pôle régional situé à Bucarest et composé, d'une part, d'une rédaction en ukrainien adossée à RFI Romania et d'autre part d'un centre d'accueil et de formation des journalistes ukrainiennes en exil, porté par CFI. La ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a visité ce pôle régional ainsi que la résidence « Yak Vdoma » (« comme à la maison » en ukrainien) destinée à offrir aux journalistes ukrainiens·es indépendant·es touché·es par la guerre un environnement favorable pour continuer à couvrir le conflit de manière indépendante et sûre.

Favoriser l'égalité femmes/hommes et lutter contre la désinformation

En 2022, CFI a poursuivi son action de fond en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en maintenant l'ensemble de ses projets en « marqueur genre 1 ». L'agence a également maintenu son engagement dans la lutte contre le changement climatique, à travers divers projets, dont le dernier, Terra Africa, a été lancé en décembre. CFI a, en outre, réalisé pour la première fois deux études permettant de mesurer, plusieurs années après leur fin, l'impact réel de deux projets.

Mais c'est surtout dans la lutte contre la désinformation que CFI a concentré et intensifié ses efforts en 2022, comme elle continuera de le faire en 2023, notamment grâce à son programme « Désinfox » déployé en Afrique francophone et qui vise, entre autres, à soutenir les réseaux francophones de *fact-checking*.

2022 a également été l'occasion pour les personnes salariées de revenir dans des locaux rénovés, réaménagés, plus lumineux, plus colorés, et plus adaptés aux nouvelles réalités du télétravail. Enfin, ou *last but not least*, comme on ne le dit plus désormais, CFI s'est doté, à l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, le 20 mars 2022, d'une charte linguistique visant à promouvoir de manière engagée et pragmatique l'usage intelligent du français et le multilinguisme.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

Les 12 événements majeurs qui ont marqué l'année 2022 pour l'agence française de développement médias.

Janvier

Clôture de l'appel à candidatures de la seconde édition du programme d'accompagnement de Connexions Citoyennes 2 : plus de 300 dossiers de jeunes porteurs et porteuses de projets d'Afrique francophone reçus.



Février

Sommet UA-UE : création d'une rédaction éphémère de 17 journalistes africains et africaines à Bruxelles pour couvrir l'événement.



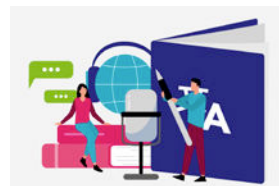
Mars

Assises internationales du Journalisme de Tunis : présentation du nouveau site Conseil de journalistes et d'une étude sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les médias et journalistes.



Avril

Adoption d'une charte linguistique qui définit les règles d'utilisation du français et du multilinguisme, dans le fonctionnement interne de l'agence, son action internationale et sa communication.



Mai

Lancement du projet Terra Africa, pour former des journalistes d'Afrique au traitement des questions environnementales.



Juin

Séminaire de clôture du projet Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF) à Ouagadougou (Burkina Faso).



Juillet

Ouverture par France Médias Monde et CFI d'un centre régional à Bucarest pour accueillir des journalistes ukrainiens et ukrainiennes en exil.



Août

Finalisation de la première étude d'impact d'un projet, celui d'Échos des voix féminines au Maroc.



Septembre

Lancement des activités d'éducation aux médias avec les clubs RFI à N'Djamena et Abéché, dans le cadre de Désinfox Tchad.



Octobre

Inauguration des nouvelles installations de CFI à Issy-les-Moulineaux, en présence des équipes de CFI et des PDG de CFI et de France Médias Monde.



Novembre

COP27 : envoi de neuf journalistes du projet Qarib à Sharm el-Sheikh en Égypte pour couvrir la conférence pour leurs médias respectifs.



Décembre

Publication d'une étude sur l'égalité des genres dans les médias et contenus médiatiques en Afrique subsaharienne.



GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS



QUELQUES CHIFFRES-CLÉS

40

projets menés
sur l'année

62 %

des projets intègrent
la lutte contre les infor

19,3 M€

de ressources
mobilisées

30 %

des projets sont
consacrés à la jeunesse

52 %

des projets sont menés
avec des partenaires
internationaux

100 %

des projets intègrent
la promotion de l'égalité
entre les femmes
et les hommes

PRINCIPAUX PROJETS MENÉS EN 2022

En 2022, 40 projets ont été menés au profit de professionnel·les d'une vingtaine de pays, même si plusieurs projets régionaux élargissent la zone d'influence de la coopération française à 35 pays environ. Treize d'entre eux ont été mis en exergue dans ce rapport d'activité. Ils ont été particulièrement représentatifs de l'activité de l'agence cette année.

QARIB

ACCOMPAGNER LES MÉDIAS POUR FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE

La Jordanie, le Liban, l'Irak et la Palestine sont aujourd'hui confrontés à des enjeux similaires en termes de cohésion sociale. Dans ces pays, comme partout ailleurs, les médias, à la fois acteurs de transmission des valeurs et de représentation des identités, peuvent constituer de puissants outils de transformation sociale, capables d'apaiser les tensions.

Financé par l'Agence française de développement (AFD), le projet régional Qarib (« proche » en arabe) renforce les médias et la production d'information dans quatre pays du Proche et Moyen-Orient, afin d'encourager la cohésion sociale, favoriser l'inclusion des populations, en particulier des femmes, et promouvoir le débat public. Il regroupe des activités à la fois régionales et nationales qui s'enrichissent mutuellement. En 2022, Qarib a contribué à renforcer la couverture médiatique sur le thème de l'environnement en Jordanie, en octroyant neuf bourses à de jeunes journalistes pour la production de vidéos, de podcasts et d'articles sur les conséquences du changement climatique. Leur travail a été salué par l'ambassadeur de France en Jordanie, Alexis Le Cour Grandmaison, lors d'une exposition dans les locaux de CFI à Amman en novembre.

« Le soutien, la compréhension et l'écoute de l'équipe Qarib ont permis la création et la réussite de la série Jordan Water Crisis. »

Abdelsalam Akkad, Fondateur d'Aramram (Jordanie)

Le projet a également soutenu l'envoi de neuf journalistes de Jordanie, du Liban et de Palestine à la COP27 à Sharm el Sheikh, pour assurer la couverture des débats de la conférence mondiale pour le climat. Vingt-quatre productions ont été réalisées, et ont touché plus de deux millions de personnes sur les réseaux sociaux.

600 contenus produits en 2022

Durant l'année, Qarib a accompagné plus d'une vingtaine de médias dans le développement de contenus de proximité sur les thématiques de l'égalité femmes/hommes, de l'environnement et de la jeunesse. Parmi eux, Female Chimeras (Palestine), Aramram (Jordanie), Beirut Today (Liban) et Khatt 30 (régional). La vingtaine de médias soutenus a produit environ 600 contenus écrits, audio et vidéo en une seule année.

« Lorsque nous avons lancé Female Chimeras, (...) nous voulions briser les stéréotypes sur



Jan. 2020
→ Déc. 2024



10 M€



Irak,
Jordanie,
Liban,
Palestine

les femmes palestiniennes et nous étions à la recherche de véritables partenaires qui soutiennent notre vision. Notre partenariat avec Qarib nous a aidées à pérenniser notre travail et à valoriser une image inspirante des femmes palestiniennes. »

Tala Al Sharif – Fondatrice de Female Chimeras (Palestine)

Grâce à cet appui, les médias palestiniens, jordaniens et libanais ont pu mieux couvrir les élections locales et législatives qui se sont tenues dans leurs pays respectifs, contribuant ainsi au renforcement du débat public et de la pluralité de l'information.

Enfin, à travers le projet [Sa7](#) soutenu par Qarib, ARIJ (*Arab Reporters for Investigative Journalism*) a mené quatre « webinaires » et six ateliers pour former des journalistes à la vérification des informations et produire un « code de principes » et un manuel de méthodologie à destination des fact-checkers.

MÉDIASAHÉL

OFFRIR UN NOUVEL ESPACE D'EXPRESSION À LA JEUNESSE SAHÉLIENNE

La zone du Sahel connaît depuis plusieurs années une série de crises multiformes, qui se superposent et s'amplifient. Cette instabilité ne pourra être résolue sans une meilleure inclusion socio-politique des jeunes. Les médias ont un rôle à jouer dans ce domaine.

Cette dernière année de mise en œuvre des activités de MédiaSahel a vu le lancement de MédiaSahel pour Elles, le volet « genre » du projet. L'année 2022 a aussi été marquée par la suspension des activités de CFI au Mali, après l'interdiction des financements français dans ce pays, décrétée par le Gouvernement de la transition en place à Bamako.

Entre mars et juin 2022, 108 journalistes et personnels techniques de 36 radios partenaires ont bénéficié d'un dernier cycle de formation à l'animation et à la réalisation d'émissions de concertation en public.

Ces ateliers, et les accompagnements in situ qui ont suivi, ont permis aux radios de renforcer leurs compétences sur ce type de format et de concevoir des émissions dédiées aux préoccupations de la jeunesse locale. Mohamed Ag Issafeytane, journaliste de la Radio Ménaka, en a tiré de nombreux bénéfices : « J'ai découvert que le public lui-même est un acteur à part entière. Le choix du sujet avec un angle pertinent, qui prend en compte l'intérêt du public, est un acquis maintenant. » Cette approche de long terme a pérennisé les compétences au sein des rédactions et renforcé la participation des jeunes au débat public.

« Depuis 2020, nos collaborateurs ont participé aux formations MédiaSahel. Ces renforcements de capacités ont contribué à rehausser leur niveau. Cela se ressent dans le rendu quotidien. »

Hélène Sobogo, directrice de la RTB Boucle du Mouhoun

Accompagner la production de contenus interactifs et innovants

En juillet 2022, MédiaSahel a lancé son activité d'appui à la production, en langues locales, d'émissions interactives consacrées à la jeunesse et aux femmes, et/ou sensibles au genre et aux conflits. Soixante-trois radios partenaires ont reçu un soutien financier et pédagogique pendant six mois pour produire des contenus. Au-delà de l'apport des formatrices locales, Hélène Sobogo, directrice de la RTB Dédougou a apprécié l'appui financier : « Dorénavant, notre émission est régulière ». Cette aide de 100 000 FCFA par mois, octroyée à chaque radio,

MÉDIASAHÉL



Janvier 2019
→ Décembre
2022



8,3 M€

MÉDIASAHÉL POUR ELLES



Janvier 2022
→ Décembre
2023



1,7 M€



Burkina Faso,
Mali, Niger

couvre les frais de carburant et de communication pour l'équipe de production, ainsi que les coûts de production et ceux éventuels liés aux déplacements des jeunes.

La complémentarité entre le volet de renforcement de capacités et celui d'appui à la production a été particulièrement salué par les bénéficiaires, comme en témoigne Lamissa T., directeur de la radio RTB2 Kaya : « Ces formations ont contribué à améliorer la qualité de nos productions ainsi que la qualité managériale de notre structure. Le matériel que nous avons reçu permettra de renforcer les équipements de diffusion de la radio et d'améliorer la qualité des programmes. » Sept cent neuf émissions ont été produites dans le cadre de cette activité. Les 71 radios participantes ont, par ailleurs, reçu un appui en petit matériel, via des lots d'équipements radios et informatiques.

L'égalité femmes-hommes au cœur de MédiaSahel

L'année 2022 a également été marquée par le lancement, grâce à un financement complémentaire de l'Agence Française de Développement (AFD), de MédiaSahel pour Elles. Son objectif : favoriser le développement d'un journalisme de qualité sensible à l'égalité entre les hommes et les femmes, et offrant des espaces d'expression à ces dernières, notamment sur les enjeux de stabilité, de paix et de cohésion sociale, en lien avec les OSC actives sur ces thématiques.

Les activités du volet de renforcement de capacités ont démarré fin 2022, avec une formation de 14 formatrices à Ouagadougou. Celle-ci a identifié les freins à une meilleure prise en compte des questions de genre au sein des rédactions et bâti ainsi le contenu des futures interventions in situ. Quarante-huit responsables de médias ont aussi bénéficié d'un atelier sur le management sensible au genre, à la fois dans l'organisation des rédactions (prise en compte des femmes, lutte contre les stéréotypes et les préjugés) et sur le plan éditorial (journalisme sensible au genre, recours plus important à des intervenantes).

INTAJAT JADIDA

SOUTENIR LES PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES INNOVANTES AU MAGHREB

Tandis que l'usage de l'internet et des réseaux sociaux est en constante augmentation dans les pays du Maghreb, les télévisions et les radios voient leurs modèles se fragiliser. Une offre récente est toutefois en train d'émerger, grâce à des créatrices et créateurs de contenus ou des médias numériques indépendants, qui participent au dynamisme de ce marché.

Lancé en juin 2022, Intajat Jadida encourage l'émergence de nouveaux talents et le renforcement d'une offre éditoriale innovante, au plus près des attentes de la jeunesse. Ce projet accompagne le développement de contenus audiovisuels créatifs, culturels et éducatifs, avec une dimension de divertissement, destinés aux moins de 35 ans.

Onze personnes — cinq de Tunisie, quatre du Maroc, une d'Algérie et une de Libye —, sélectionnées après un appel à candidatures, composent la première promotion. Leurs projets portent sur la cuisine, le patrimoine, la musique, l'environnement et l'autonomisation des femmes. D'octobre à décembre 2022, elles ont participé à un programme d'incubation, afin de maîtriser les différentes étapes du développement éditorial, de l'identification d'un modèle économique à la mise en production de leur pilote dans un standard professionnel. Deux séjours à Tunis ont encouragé le partage d'expertises et de compétences. Cette « incubation » sera complétée par un programme de mentorat en 2023, menant à la production des premiers pilotes des émissions.

« Ce programme d'appui nous donne des compétences additionnelles et la confiance nécessaire pour mener à bien un projet de production qui reflètera nos idées et notre vision. »

Mohamed Bachaoui, auto-entrepreneur marocain

Faire émerger une nouvelle génération de productrices et producteurs

Pour conduire ce projet, CFI s'est entouré des équipes d'[Al Khatt](#), de [Fablab Channel](#) et de [Samsa](#), qui disposent d'un champ d'expertise étendu dans le domaine des médias — de l'accompagnement éditorial à la mise en production — et partagent des valeurs communes pour encourager l'émergence de nouvelles offres éditoriales au Maghreb.



Juin 2022
→ Mai 2024



500 K€



Algérie,
Maroc,
Tunisie,
Libye

Intajat Jadida, avec son programme d'appui de sept mois pour chaque promotion, symbolise l'engagement de l'agence auprès d'une nouvelle génération de productrices et producteurs de contenus audiovisuels dans la région, pour développer leurs capacités à entreprendre.

« Ma participation à Intajat Jadida a été un tournant dans ma vie, tant sur le plan professionnel que personnel. Dès les premiers mois, j'ai créé mon entreprise pour pouvoir produire un contenu auquel je crois. »

Jezia Nouma, auto-entrepreneuse tunisienne

AFRI'KIBAARU

ENRICHIR L'INFORMATION SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SAHEL

Les populations du Grand Sahel ne disposent pas suffisamment de contenus médiatiques fiables, accessibles et attractifs pour appréhender les objectifs du développement durable (ODD). Les médias ont un rôle majeur à jouer pour enrichir ces contenus.

Depuis fin 2020, Afri'Kibaaru* sensibilise et forme des professionnels des médias de six pays du Sahel aux enjeux de développement durable. Financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en place en partenariat avec France Médias Monde (FMM), ce projet doit permettre aux populations du Grand Sahel de disposer de contenus fiables, accessibles et attractifs sur le changement climatique, l'égalité femmes-hommes, la santé, l'éducation et plus largement les ODD, afin qu'elles deviennent actrices de leur mise en œuvre.

Rendre les contenus plus attractifs et améliorer l'interactivité

En mars 2022, des formations sur « l'interactivité et l'attractivité des contenus en lien avec les ODD » ont mobilisé 87 journalistes (dont 41 femmes) travaillant pour 46 médias partenaires dans six pays. Ces sessions visaient à améliorer la préparation et l'animation des émissions interactives et des débats publics, ainsi que l'habillage, la promotion et la diffusion de contenus. L'objectif était aussi d'accompagner la digitalisation des médias, comme en témoigne Aïssata Diop Sarr, journaliste à Afrika Pulaar TV : « Cela m'a permis d'acquérir beaucoup de compétences en digital. J'ai appris à faire des "directs" dynamiques et à créer des affiches ».

Les 46 médias ont aussi bénéficié de douze jours d'accompagnement personnalisé pour faciliter la mise en pratique des apprentissages, avec des effets parfois immédiats. Au Niger, le journaliste Ali Oumarou, de La Voix du Sahel a ainsi réalisé « qu'il est important pour la réussite d'une émission interactive de prendre un temps de préparation. Avant, nous étions plutôt dans l'improvisation. (...) L'autre apport, c'est sans doute l'élaboration du conducteur. Le logiciel Netia, que nous utilisions, nous paraissait suffisant pour une communication avec la régie. Mais, grâce à l'exercice que nous avons fait avec le formateur, j'ai vu qu'un conducteur améliore cette communication. »

Stimuler les productions innovantes

Un premier concours de productions journalistiques sur le thème de l'innovation autour de l'égalité femmes-hommes, a récompensé douze journalistes, qui ont bénéficié d'une bourse et d'un accompagnement de six mois pour réaliser leurs sujets. La lauréate de Hawa Bâ, journaliste reporter pour le média en ligne Initiatives News en Mauritanie,



Décembre
2020
→ Décembre
2023



3,5 M€



Burkina
Faso, Mali,
Mauritanie,
Niger,
Sénégal,
Tchad

*Kibaaru signifie
« informations »
dans plusieurs
langues africaines.

espère que son reportage sur le football féminin aura un impact sur la population : « J'aimerais que ce reportage aide les parents à soutenir leurs filles qui ont choisi de pratiquer ce sport. (...) Le journalisme peut aider à faire bouger les lignes pour des filles qui réclament seulement d'être acceptées comme elles sont. » Un second concours sur l'agriculture locale et la sécurité alimentaire a été lancé en 2022. Onze lauréats et lauréates, parmi les 43 candidatures, ont bénéficié d'un accompagnement qui débouchera sur des productions début 2023.

Autre moment marquant de 2022 : une rencontre sous-régionale à N'Djamena entre les médias burkinabés, nigériens, et tchadiens. Son but : valoriser les productions sur les ODD et encourager les médias à solliciter l'avis d'expertes sur ces enjeux de société. En parallèle, une dizaine de tchadiennes — médecins, avocates ou encore ingénieures — ont suivi des séances de media training pour apprendre à s'exprimer devant des journalistes et dans les médias.

EXPRESSIONS BALKANIQUES

SOUTENIR LA VOIX DE LA JEUNESSE DES BALKANS GRÂCE AUX MÉDIAS EN LIGNE

Pendant deux ans, Expressions Balkaniques a proposé aux jeunes des Balkans occidentaux des outils pour s'exprimer de manière ouverte sur des sujets qui les motivent, contribuant ainsi à l'émergence d'un espace démocratique partagé.

L'année 2022 a été marquée par l'organisation de six cours magistraux sur les fondamentaux de la production de films pour une cinquantaine d'étudiants et d'étudiantes en cinéma. Ces ateliers, animés par des formateurs de l'INA et des intervenants et intervenantes de Serbie, ont développé leurs compétences dans le domaine de la production audiovisuelle, afin de pouvoir s'exprimer ensuite sur des thèmes présentant un intérêt commun pour les jeunes des Balkans Occidentaux.

Un séminaire « Jeunesse et nouveaux médias » s'est tenu en juin à Tirana (capitale européenne de la jeunesse 2022), en marge de la clôture du projet. Point d'orgue d'Expressions balkaniques, il a permis aux jeunes de la région de présenter leurs parcours, de s'exprimer sur leurs initiatives et de partager leur vision du monde.

Approches novatrices dans le domaine de l'éducation aux médias

L'évaluation finale, réalisée au milieu de l'année 2022, souligne qu'Expressions Balkaniques a créé des histoires inspirantes parmi les jeunes ayant participé aux différentes activités. Ce projet a exercé une réelle influence sur les élèves ayant pris part aux ateliers, et qui adoptent, désormais, une nouvelle posture vis-à-vis des médias et une attention significative au contrôle des informations reçues. Il leur a appris à travailler en équipe ou en « mode projet », dans un esprit de positivité. Quelques influenceurs et influenceuses ont pu réellement développer leur activité, mieux qualifier leurs pratiques et accroître leur audience.

Expressions balkaniques a également abordé en profondeur des approches novatrices dans le domaine de l'éducation et a mis en lumière de nouvelles possibilités pour éduquer la nouvelle génération à l'ère numérique. De nombreux outils ont été créés — certains expérimentaux comme la plateforme [TALMIL](#) — qui trouveront une pérennité à travers deux nouveaux projets en 2023.



Février 2020
→ Mai 2022



676 K€



Albanie,
Bosnie-
Herzégovine,
Kosovo,
Macédoine
du nord,
Monténégro,
Serbie

CONNEXIONS CITOYENNES 2

ACCOMPAGNER L'ÉMERGENCE DE PROJETS NUMÉRIQUES D'ACTION CITOYENNE

Engagée de plus en plus activement en faveur d'une action publique efficace et transparente, la société civile en Afrique a besoin de connaissances suffisantes et d'un écosystème favorable pour concrétiser, pérenniser et partager ses initiatives.

Lancé en 2020, grâce à un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), Connexions Citoyennes 2 contribue à la participation citoyenne des jeunes, au contrôle citoyen de l'action publique et à la réduction de la fracture numérique entre les femmes et les hommes, à travers l'usage des outils numériques. Ce projet s'adresse à l'ensemble de l'Afrique francophone. Il participe à l'amélioration de la connaissance des civic tech, ces initiatives citoyennes en ligne, et accompagne l'émergence de sa communauté.

L'année 2022 a été marquée par le premier forum civic tech en Afrique francophone, la fin de l'accompagnement des jeunes de la première promotion et la sélection de la seconde promotion.

« Un magnifique forum, le premier en Afrique francophone avec des acteurs de la société civile. Riches expériences. Belles rencontres. Vibrantes énergies. Superbe motivation pour des impacts réels dans nos communautés! »

Sandra Idossou, activiste écologiste béninoise

Aide à l'amorçage de certains projets

La première phase d'incubation de la première promotion a réuni les bénéficiaires à Lomé (Togo), au terme de huit mois d'accompagnement individuel et en groupe. Chaque initiative a été présentée à un jury composé de spécialistes de la civic tech et de représentants et représentantes de CFI et de l'AFD. Le jury a octroyé à chacun une aide à l'amorçage, allant de 4 000 € à 7 000 €, selon leurs niveaux d'avancement et l'implication des bénéficiaires dans la phase d'incubation.

Vingt-trois projets ont été sélectionnés pour la seconde promotion parmi plus de 300 déposés sur la plateforme d'appel à candidatures de CFI, issues de douze pays d'Afrique francophone. La moitié d'entre eux portait sur les thématiques de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la citoyenneté. Le lancement de la phase d'incubation de cette



**Août 2019
→ Septembre
2023**



3,25 M€



**Algérie, Bénin,
Burkina Faso,
Burundi,
Cameroun,
République
Centrafricaine,
Comores,
République
Démocratique
du Congo,
Côte d'Ivoire,
Djibouti,
Gabon,
Guinée,
Madagascar,
Mali, Maroc,
Maurice,
Mauritanie,
Niger,
Rwanda,
Sénégal,
Tchad, Togo,
Tunisie.**

seconde promotion s'est tenu à Dakar (Sénégal) en septembre. Cette semaine d'activités a démarré par un hackathon, auquel une quarantaine de personnes ont participé, et s'est achevée par deux journées consacrées aux diagnostics des projets pour l'élaboration d'un accompagnement personnalisé.

120 activistes pour la démocratie au forum civic tech

Le premier forum civic tech d'Afrique francophone s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) les 28 au 29 juin 2022. Ces deux jours de rencontres ont réuni plus de 120 journalistes, activistes, personnes expertes et personnalités de la civic tech africaine. Le premier jour, plusieurs pionniers et pionnières du secteur ont présenté leurs parcours inspirants. La seconde journée a abordé des thématiques plus spécifiques, comme les aspects financiers et les enjeux majeurs liés aux civic tech (genre, environnement, santé, agriculture, cybersécurité et contextes politiques).

« Ayant travaillé sur l'édition pilote de ce projet, je suis ravie de voir l'évolution de Connexions Citoyennes 2, et encore plus des avancées concrètes des personnes que nous accompagnons. Le fait d'aller sur le terrain et de comprendre les raisons pour lesquelles elles ont lancé leurs initiatives, m'a vraiment motivée à poursuivre cette aventure : on voit l'humain derrière les projets, et une vraie volonté de changement. »

Erika Sang, Responsable du projet Connexions Citoyennes 2

SADA

LES MÉDIAS SOUDANAIS ŒUVRENT POUR LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE

Sada (« échos » en arabe) s'inscrit dans la continuité de deux projets déjà menés au Soudan, dans un contexte d'instabilité politique et de tensions intracommunautaires : Aswatna, qui a assuré la modernisation d'un centre de formation et la professionnalisation de journalistes de radio, et Kalimat Sudania, axé sur le journalisme local et la collaboration entre médias et société civile.

Lancé au début de l'année 2022, Sada a poursuivi le renforcement du rôle de médias soudanais dans la réconciliation nationale, en leur proposant un appui à la production de contenus sur ce thème et un soutien technique. Vingt technicien·nes, issu·es notamment des radios publiques locales des États soudanais (hors Kharthoum), ont bénéficié d'exercices pratiques en studio, au sein de l'Académie soudanaise des sciences de la communication. Des ateliers ont également été proposés à vingt rédacteurs et rédactrices en chef de radios, portant sur l'éditorial et le partage de contenus entre radios. Enfin, douze journalistes et huit rédacteurs et rédactrices en chef (dont 50 % de femmes) ont suivi des formations pour améliorer leurs connaissances et compétences techniques.

Produire des sujets en lien avec la cohésion sociale, l'inclusion des jeunes et des femmes

Douze reportages ont été réalisés par les journalistes bénéficiaires de Sada, encadrés par deux formateurs et une formatrice, sur les thèmes de la cohésion sociale, de la diversité, de la participation des femmes et des jeunes, ou encore de la transition démocratique. Un prix CFI-MCD a été remis aux deux meilleurs sujets. Enfin, vingt journalistes, dont la moitié de femmes, ont été formé·es à la production de contenus culturels et accompagné·es dans la réalisation d'articles, de reportages radio et de vidéos sur les mêmes thématiques. Parmi les onze sujets produits, des prix ont été décernés au meilleur reportage radio et à la meilleure vidéo.

« La formation à la production de contenus culturels m'a permis de développer mes connaissances sur la culture et son influence, et d'apprendre à couvrir les questions culturelles dans les médias. J'ai également apprécié que cette formation porte sur la couverture de la transition démocratique au Soudan, qui est très importante. »

Mostafa Abdelgadir, journaliste soudanais



Janvier 2022
→ Décembre
2022



100 K€



Soudan

DÉSINFOX

COMBATTRE LES INFOX EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le renforcement des médias dans la lutte contre les fausses informations — relayées de façon quasi-industrielle sur les réseaux sociaux par des groupes d'intérêts partisans ou par de simples individus agissant par défiance ou malveillance — est devenu un axe d'intervention prioritaire de CFI en Afrique sub-saharienne. En 2022, l'agence a mis en œuvre trois projets dédiés exclusivement à la lutte contre la désinformation : Désinfox Afrique, Désinfox Sahel et Désinfox Tchad.

Lutter contre la propagation des infox en Afrique de l'Est et Centale

Désinfox Afrique accompagne quatre à six médias de six pays africains (Bénin, Burkina-Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, et République centrafricaine) dans la conception et la diffusion de contenus de vérification de l'information. Début 2022, près de 60 journalistes ont été formés à la prise en mains des réseaux sociaux. L'objectif était de les aider à approfondir leurs connaissances des plateformes où circulent une grande partie des contenus de désinformation, de perfectionner leurs techniques de veille digitale et leur capacité à rendre plus virale les contenus de fact-checking. Au deuxième semestre, ces journalistes ont bénéficié d'ateliers sur les techniques avancées de fact-checking, avec des exercices pratiques pour maîtriser les outils de détection des contenus visuels et des informations en ligne.

« La dernière session, à Dakar, a été très instructive et importante. Elle m'a donné des outils concrets que j'utilise à présent dans mon travail de journaliste. Au fil des formations, j'ai acquis des réflexes de fact-checker. »

Amadou Ba, journaliste à Innovafrica (Sénégal)

En juin, un forum international sur la désinformation a réuni près de 700 personnes à Yaoundé (Cameroun) : journalistes et activistes du web de plusieurs pays africains, élèves d'écoles de journalisme et membres de la société civile et des autorités de régulation. Son but : les sensibiliser aux enjeux des infox et les engager dans une démarche de concertation pour identifier des réponses qui soient efficaces et respectueuses des libertés de la presse et d'expression.

DÉSINFOX AFRIQUE



Octobre 2020
→ Décembre 2023



1,5 M€

DÉSINFOX SAHEL



Septembre 2022
→ Mars 2024



334 K€

DÉSINFOX TCHAD



Juin 2022
→ Avril 2024



1 M€



Sénégal,
Cameroun,
Bénin, Burkina
Faso, Côte
d'Ivoire, Niger,
République
centrafricaine,
Tchad, Togo

Renforcer les médias dans leur combat contre les manipulations de l'information au Sahel

Lancé en septembre 2022, Désinfox Sahel vise à contribuer à la stabilité, à la paix et à la cohésion sociale au Mali et dans la région du Sahel, en renforçant la capacité des médias à lutter contre les manipulations de l'information et en favorisant le travail en réseau des organisations de vérification des pays africains francophones. En 2022, huit journalistes d'une des principales plateformes de fact-checking malienne ont suivi une formation au fact-checking, puis ont été accompagné·es à distance dans la production de contenus. La plateforme malienne a aussi organisé un atelier à Bamako sur les fondamentaux de la vérification de l'information pour quinze journalistes maliens et maliennes travaillant dans des médias produisant des contenus en langues nationales et locales.

Contribuer à une information fiable, objective et indépendante au Tchad

Depuis juin 2022, Désinfox Tchad accompagne 24 journalistes de six médias tchadiens dans l'acquisition de techniques de fact-checking et la production de contenus de déconstruction d'infox. Il compte également une composante d'éducation aux médias mise en œuvre par les Clubs RFI : une quarantaine de jeunes issus de N'Djamena et d'Abéché ont déjà bénéficié de quatre sessions d'un programme pédagogique qui en compte huit au total. Enfin, des membres de la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel (HAMA), l'instance de régulation des médias du Tchad, ont effectué une visite d'étude à Paris en octobre, pour échanger avec leurs homologues de l'Arcom sur les enjeux de la régulation des plateformes numériques et des discours de haine circulant sur les réseaux sociaux.

« Désinfox Afrique vise à doter les journalistes et médias bénéficiaires d'outils leur permettant de mettre en œuvre des actions de fact-checking et donc de lutter contre la désinformation.

Le projet est intéressant dans la mesure où il se focalise sur six pays d'Afrique de l'Ouest et centrale, chacun ayant leurs spécificités, ce qui demande pour le Responsable de projet adaptabilité et créativité. »

Laurent Moustache, Responsable du projet Désinfox Afrique

YAK VDOMA

UNE RÉSIDENCE POUR JOURNALISTES UKRAINIENNES ET UKRAINIENS INDÉPENDANTS

Dans le contexte de la guerre déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine, le 24 février 2022, et de la crise européenne qu'elle provoque, France Médias Monde (FMM) et CFI ont lancé au printemps 2022 le projet Yak Vdoma, afin de favoriser une couverture de la guerre et de la crise régionale par des journalistes locaux, de manière indépendante, sûre et sensible au conflit.

Yak Vdoma (« comme à la maison » en ukrainien) met l'accent sur le soutien et le renforcement des capacités éditoriales et opérationnelles des journalistes indépendant·es en exil, dans un endroit sécurisé en dehors de l'Ukraine, mais proche du pays. Une résidence accueille à Bucarest (Roumanie) neuf journalistes ukrainien·es (huit femmes et un homme) de différentes régions du pays et notamment celles récemment « désoccupées ». Deux bénéficiaires sont accompagnées de leur famille. CFI leur offre un appui matériel (bourses d'équipement), logistique (organisation de leur sortie d'Ukraine et de leur arrivée à Bucarest), financier (indemnités de vie distribuées mensuellement) et psychosocial (mise à disposition de psychologues ukrainophones).

Ateliers, rencontres et événements solidaires

Un programme de formation ambitieux a été construit pour répondre aux besoins éditoriaux et maintenir le pluralisme des médias. Des ateliers sur la cybersécurité et la sécurité physique, menés en partenariat avec plusieurs structures spécialisées (Nothing2Hide, Democracy Reporting International, Hei-Da, ainsi que La Maison des Journalistes) ont aussi été proposés à ces journalistes devenu·es, du jour au lendemain, des reporters et reportrices de guerre. Grâce au soutien de partenaires locaux et de l'Institut français de Bucarest, un programme socio-culturel a aussi été lancé, avec plus de quinze rencontres et événements solidaires menés au cours du dernier trimestre 2022.

Les journalistes accueilli·es couvrent des thématiques très variées : les transformations de la société ukrainienne, le rôle des femmes dans le conflit, la réalité de l'occupation russe, la culture et l'art ukrainiens en temps de guerre dans une approche postcoloniale, ou encore la santé, l'éducation et l'intégration des communautés ukrainiennes en Roumanie. Plus de 40 articles ont déjà été diffusés sur des plateformes (Facebook et Telegram) et deux ouvrages sont en cours de publication.



Mai 2022
→ Avril 2024



1,5 M€



Ukraine

« Les trois mois passés à la résidence ont été l'opportunité de poursuivre dans ma profession et de contribuer au journalisme ukrainien, en dépit de toutes les difficultés que traverse mon pays (...). Ce projet est intitulé *Comme à la maison*, mais dans les conditions actuelles, c'était bien mieux qu'à la maison. »

Julia Fomicheva, journaliste ukrainienne

Yak Vdoma met en lumière le travail héroïque de ces journalistes indépendant·es qui continuent, dans un pays meurtri et sous le feu incessant de l'armée russe, d'informer et de faire entendre la voix des victimes du conflit et de la société civile ukrainienne. Ce projet est déployé par CFI en partenariat avec France Médias Monde (FMM) et sa filiale RFI Rômania, et en synergie avec le lancement de la rédaction ukrainienne de RFI, également basée à Bucarest.

« Après cinq ans passés en Ukraine, travailler sur le projet de résidence Yak Vdoma est un réel engagement pour participer à la lutte contre la désinformation russe et faire entendre la voix des journalistes indépendant·es ukrainien·nes. La résidence est un projet d'envergure régionale, une réponse face à la pression médiatique exercée par la Russie dans ce qu'elle qualifie d'"étranger proche", pression qui a sans doute été sous-estimée au cours de la décennie écoulée. »

Timothée de Maillard, Responsable du projet Yak Vdoma

TALK PAIX

MÉDIAS ET SOCIÉTÉ CIVILE AU SERVICE DE LA PAIX AU CAMEROUN

Dans le contexte de crises endémiques que traverse actuellement le Cameroun, les médias possèdent un réel pouvoir pour encourager le dialogue entre les populations et contribuer à la résolution des conflits.

Lancé en mai 2022, Talk Paix s'est déployé dans différentes régions du Cameroun, et en particulier des zones de crise, afin de former des professionnels des médias à produire une information fiable et vérifiée, ainsi que des contenus interactifs favorisant le dialogue. Dix médias de grande audience de la presse audiovisuelle, écrite et en ligne ont été sélectionnés par le biais d'un appel à candidatures pour bénéficier de renforcements de capacités en journalisme : quatre médias anglophones basés au nord-ouest et au sud-ouest du pays, et six médias francophones basés à Yaoundé, la capitale, et dans les régions d'extrême nord.

Vingt responsables éditoriaux formé·es au journalisme en contextes sensibles

Les premières activités ont débuté à l'automne 2022 par deux ateliers sur le journalisme en contextes sensibles destinés à 20 responsables éditoriaux, portant sur la déontologie de la vérification de l'information et les techniques de fact-checking. Ces ateliers ont aussi sensibilisé à la sécurité des journalistes en reportage, aux questions d'égalité entre les femmes et les hommes ou à des problèmes spécifiques liés aux contextes régionaux. Ils étaient animés par trois formatrices camerounaises : Marthe Ndiang, cheffe de la rubrique fact-checking du média en ligne [DataCameroon](#), Paul-Joël Kamtchang, expert international en datajournalisme, et Marcel Amoko, correspondant de France 24 au Cameroun.

Vingt journalistes formé·es à la vérification des faits

Les premières formations de journalistes, consacrées à la vérification de l'information en zones de crise et dans tout autre contexte sensible, ont aussi débuté en 2022. Les 20 bénéficiaires ont appris à identifier et vérifier les sources fiables, un enjeu crucial face à la propagation exponentielle des fausses informations au Cameroun et aux risques que cette désinformation fait peser sur la stabilité et la cohésion nationale. Les ateliers ont aussi mis l'accent sur la nécessité de toujours utiliser des formes de langages pondérées et d'être particulièrement attentif à ne pas employer de termes stigmatisants dans le traitement d'une actualité sensible.



Mai 2022
→ Avril 2024



805 K€



Cameroun

« La formation m'a été très utile pour le reportage sur les conflits. Elle m'a rappelé les aspects essentiels du reportage, comme être factuel, véridique et vérifier ses sources d'information (...), notamment celles officielles, secondaires et primaires. »

Tse Neba Ngu, journaliste à Ndefcam Radio à Bamenda.

D-JIL

INNOVER ET CRÉER DES CONTENUS NUMÉRIQUES POUR LES JEUNES

D-Jil a été lancé en 2018 afin de dynamiser l'offre d'information vers les jeunes citoyens et citoyennes du monde arabe, renforcer leur culture médiatique et accroître leur participation au débat public.

En 2022, les projets ayant rencontré des difficultés dues à la crise sanitaire et/ou au contexte politique et économique de leurs pays, ont été accompagnés au mieux pour trouver des solutions adaptées et mettre en place les ajustements nécessaires. Il s'agit notamment de Khaleef Taaref en Syrie, Al Hurriya au Maghreb, Har'k en Libye, Feel en Palestine, Echoes en Algérie, Wat Wat au Liban ou encore Men Lewwel au Maroc. À la clôture de D-Jil, 17 bénéficiaires (sur 18) ont réussi à mener à bien leurs projets.

« Si j'avais une baguette magique, je supprimerais tous les médias commerciaux et politiques pour ne garder que les médias qui travaillent pour les citoyens! »

Samira Dehri, bénéficiaire algérienne de D-Jil (projet *She's got something to say*)

L'année 2022 a également été marquée par la reprise des activités collectives. En mars, une conférence en ligne, modérée par Aziza Wassef, journaliste à France 24, a permis de former les bénéficiaires dans le domaine de la collecte de fonds et des partenariats. Un accompagnement personnalisé, à distance, les a aidé·es à établir un plan d'action.

Tunis a accueilli la sixième et dernière session d'incubation en mai. Plusieurs ateliers pratiques ont été proposés, sur les partenariats et la mise en réseau, la viabilité des médias en ligne et la collecte de fonds, afin d'aider les médias dans leur gestion et la stabilisation de leur modèle économique.

Premier bilan et lancement d'un réseau D-Jil

La conférence de clôture s'est tenue en juillet à Beyrouth. Cette rencontre a été l'occasion de présenter les résultats des activités menées durant quatre années, mais aussi d'échanger sur les retombées du projet, les bonnes pratiques et la pérennité des résultats. Quatre thématiques ont aussi été abordées avec des expert·es : le podcast, le design, le marketing digital et le modèle économique innovant. Le FMAS, partenaire de D-Jil, a exposé les conclusions de l'étude menée sur la présence digitale des projets soutenus, ainsi qu'un guide de bonnes pratiques.



Février 2018
→ Juillet 2022



2,5 M€



Algérie,
Égypte,
Jordanie,
Liban, Libye,
Maroc,
Palestine,
Syrie, Tunisie

Cette rencontre s'est clôturée par le lancement d'un réseau regroupant tous les médias soutenus dans la cadre de D-Jil, avec la présentation d'un prototype de plateforme et une solution technique adaptée. La journaliste de MCD (Monte Carlo Doualiya), Ghada Khalil a assuré la couverture de cet événement à travers onze interviews réalisées sur place et diffusées en juillet au cours de l'émission « Café chaud », destinée aux jeunes.

TERRA AFRICA

LES MÉDIAS AU SERVICE D'UNE CITOYENNETÉ ÉCO-RESPONSABLE

En Afrique de l'Ouest, l'information sur les conséquences du réchauffement climatique reste encore marginale et se limite souvent au récit de catastrophes naturelles. Les médias ont pourtant un rôle primordial à jouer pour expliquer les causes de ces dérèglements, informer sur les solutions d'adaptation possibles et développer un discours positif.

Lancé en décembre 2022, Terra Africa compte vingt médias bénéficiaires dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest. Les actions proposées visent à améliorer leur couverture du changement climatique, en intégrant les préoccupations et les perspectives d'adaptation des populations locales directement impactées par ses effets.

Le séminaire de lancement du projet a réuni 150 personnes à Abidjan (Côte d'Ivoire), issues des médias, de la société civile, de la communauté scientifique, du secteur privé et des pouvoirs publics du Cap-vert, de Côte d'Ivoire, de Guinée-Bissau, de Guinée et du Sénégal. Il a offert un cadre propice aux échanges entre acteurs nationaux et régionaux, en portugais et en français, afin de renforcer l'intérêt des journalistes pour les questions environnementales et encourager la production de contenus de qualité sur les enjeux du réchauffement climatique.

« Il faut accélérer les efforts et prendre des mesures supplémentaires pour que les effets du changement climatique ne mettent pas en péril ces progrès économiques et fassent basculer des millions d'Ivoiriens dans la pauvreté. »

Gnahoré Kodehi, directeur de cabinet au ministère de l'Environnement et du Développement durable de Côte d'Ivoire

À la suite du séminaire, une formation en journalisme environnemental a été proposée à des journalistes et responsables des médias bénéficiaires, ainsi qu'un atelier « fresque du climat », animé par l'équipe d'Autres Possibles.



Mai 2022
→ Avril 2024



1 M€



Cap-vert,
Côte d'Ivoire,
Guinée-Bissau,
Guinée,
Sénégal

PAMT2

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA RÉFORME DES MÉDIAS TUNISIENS

En Tunisie, les médias gouvernementaux, devenus libres pendant la transition, ont eu un rôle primordial à jouer dans la phase de consolidation du système démocratique du pays. La capitalisation des acquis des Printemps arabes, au bénéfice de la population, en matière de médias et de liberté d'expression est au cœur du PAMT2.

Financé par l'Union européenne, le Programme d'appui aux médias en Tunisie 2 vise à renforcer la capacité des médias tunisiens à développer des contenus et des débats pluralistes sur les réformes et les enjeux socio-économiques. La Délégation de l'Union européenne en Tunisie a confié la mise en œuvre de ce programme à CFI et à ses partenaires, ANSA (Italie), Article 19 (Tunisie, Royaume-Uni) Deutsche Welle Akademie (Allemagne), France Médias Monde (France), INA (France) et Thomson Media (Allemagne).

Dans le contexte de l'année 2022, marquée par de multiples incertitudes et une accélération des crises — qu'elles soient institutionnelles, socio-économiques ou médiatiques — plusieurs activités en faveur des médias tunisiens ont été menées.

Une dizaine d'expertes et experts locaux et internationaux ont ainsi accompagné in situ sept radios associatives de différentes régions de Tunisie dans la production de contenus.

« Les ateliers de formation nous ont aidés à développer notre travail [...], à réaliser un plan stratégique pour les années à venir et voir ce qu'on veut atteindre. »

Maha Touir, créatrice de Radio Vitaa FM (radio associative à Beni Khalled spécialisée dans le domaine de l'agriculture et le développement durable)

Une série d'ateliers, destinés aux communicateurs publics de la Présidence du gouvernement et de divers ministères, a débuté en décembre. Le journalisme mobile et les réseaux sociaux étaient au programme des deux premières sessions.

Deux études ont aussi été menées : une étude sectorielle sur le marché publicitaire, qui analyse les raisons pour lesquelles la majorité des médias nés en 2011 ne parviennent pas à atteindre une relative viabilité économique et une étude sur la couverture médiatique des sujets socio-économiques, qui analyse des informations publiées dans les médias tunisiens sur ces sujets. Les résultats de ces études seront publiés au printemps 2023.



Décembre
2021
→ Décembre
2026



5,3 M€



Tunisie

Enfin, une analyse prospective a été réalisée par deux experts du PAMT2 pour étudier la viabilité d'un fonds de soutien à la création audiovisuelle de la Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA).

« Dans un environnement qui se complexifie, le PAMT2 se doit d'accompagner plus avant la transition de l'écosystème médiatique tunisien et ainsi contribuer à renforcer un débat pluraliste et inclusif, notamment autour des enjeux socio-économiques. »

Virginie Jouan, Experte principale du projet PAMT2

APERÇU 2023

LES NOUVEAUX PROJETS MAJEURS DE L'ANNÉE 2023

Forum Médias et Développement

300 acteurs des médias
de 30 pays réunis à Paris les 11,
12 et 13 juillet 2023.

Des médias, une santé

Le journalisme au service
de la santé en Asie du Sud-est.

Expressions balkaniques 2 et CDWB (Countering Disinformation in Western Balkans)

Deux projets de lutte contre la
désinformation dans les Balkans.

JTI Med

Déploiement du standard JTI
(Journalism Trust Initiative) dans
la zone Méditerranée, et mesure
de l'impact pour les médias de
l'adoption du standard et de l'ob-
tention de la certification.

Yémen – stabilisation et paix

Soutien des médias indépen-
dants et non-partisans au
Yémen, avec un accent sur les
médias sensibles à l'égalité
femme/homme, et destinés aux
femmes et aux jeunes.

À voix égales

Promouvoir l'égalité entre
les femmes et les hommes
dans les médias en Côte d'Ivoire
et au Ghana.

PAGOF 2

Second volet du programme
d'appui aux gouvernements
ouverts francophone.

MediaMig

Améliorer le traitement média-
tique des migrations en favori-
sant les collaborations entre
les médias, la société civile
et le monde académique.

Désinfox Niger

Lutter contre la propagation
des fausses informations au Niger.

Projet aux Comores

Renforcer les capacités
éditoriales du groupe
de radio-télévision publique
des Comores.

BILAN FINANCIER

Montants exprimés en K€

BUDGET OPÉRATIONNEL AFRIQUE	7 754
------------------------------------	--------------

Conseil/expertise	6 779
-------------------	-------

Équipe développement et gestion de projets	975
--	-----

BUDGET OPÉRATIONNEL MÉDITERRANÉE-ASIE	7 915
--	--------------

Conseil/expertise	6 952
-------------------	-------

Équipe développement et gestion de projets	963
--	-----

BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	3 714
-------------------------------------	--------------

Communication et internet	293
---------------------------	-----

Frais de structure	1 996
--------------------	-------

Équipe et fonctionnement	1 424
--------------------------	-------

RESSOURCES	19 371
-------------------	---------------

Subvention annuelle du MEAE	7 550
-----------------------------	-------

Commandes publiques	3 189
---------------------	-------

Contrats bailleurs multilatéraux	7 736
----------------------------------	-------

Autres ressources	897
-------------------	-----

Canal France International, l'agence française de développement médias, agit pour favoriser le développement des médias partout dans le monde et en particulier en Afrique subsaharienne, dans le monde arabe et dans les pays du voisinage de l'Union européenne. Nous nous engageons aux côtés des médias pour favoriser le dialogue entre les autorités locales et les citoyennes et citoyens, afin de permettre aux populations d'être les mieux informées possible. Au cœur de notre action : la lutte contre la désinformation, la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de l'environnement, la promotion de la démocratie et de l'engagement citoyen. CFI est un opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et une filiale du Groupe France Médias Monde.